



Non Monsieur Darmanin ce n'est pas en muselant la presse que vous rétablirez la confiance du peuple dans sa police

L'Assemblée nationale vient de voter en première lecture la proposition de loi dite de sécurité globale. Ce texte vise notamment dans son article 24 à punir d'une peine d'un an de prison et d'une amende pouvant aller jusqu'à 45000 € « toute diffusion de l'image du visage ou de tout autre élément d'identification d'un agent en intervention ayant pour but de porter atteinte à son intégrité physique ou psychique ».

Malgré un amendement de dernière minute, ce texte liberticide vise ni plus ni moins qu'à interdire à la presse mais aussi à tout citoyen de diffuser des images montrant des violences policières et des comportements inacceptables des forces de l'ordre, comportements que nous avons pu voir à l'occasion des manifestations des « gilets jaunes » et encore récemment devant l'hôpital de l'Hôtel-Dieu de Paris.

Le gouvernement et Gérard Darmanin en particulier n'ont pas voulu écouter les nombreuses voix qui se sont faites entendre contre ce texte, à commencer par la Défenseuse des Droits.

République et Socialisme soutient les manifestations qui se déroulent dans toute la France aux côtés des défenseurs de la liberté et de la démocratie pour dénoncer cette atteinte inacceptable à la liberté d'information et pour demander le retrait pur et simple de cette proposition de loi.

Ce n'est pas en cachant les comportements inacceptables ou en demandant comme l'a fait Monsieur Darmanin aux journalistes de s'accréditer auprès de la préfecture avant de couvrir une manifestation que l'on réconciliera les citoyens avec leur police.

Les policiers qui exercent un métier particulièrement difficile et qui sont souvent en but à des amalgames arbitraires, sont majoritairement républicains. La police est souvent utilisée par le gouvernement pour un violent maintien de l'ordre et non pour que les manifestations se déroulent dans le calme. On a pu voir comment les ordres pour empêcher les black-blocs de casser étaient tardifs alors que des policiers tels ceux de la BAC étaient envoyés sur des missions qui n'étaient pas les leurs et qu'ils ne maîtrisaient pas, comme les manifestations de « Gilets jaunes ».

La police doit être protégée lorsqu'elle agit de manière républicaine ; et elle n'a rien à craindre lorsque le comportement de quelques-uns de ses membres est justement dénoncé. L'impunité des forces de l'ordre c'est le propre de la dictature, la transparence et la sanction des mauvais comportements vont de pair avec la République.

A Paris le 21 novembre 2020

Contact : contact@republiqueetsocialisme.fr

www.facebook.com/republique.socialisme

<https://twitter.com/RepetSoc>

République et Socialisme 44bis rue Philippe de Girard 75018 Paris